



www.cea.fr

Affaire suivie par : [Nathalie BELLEC](#)

Règlement de consultation (RC) pour l'appel d'offres restreint

REALISATION DE L'EXTENSION DU BATIMENT FT

Référence : Code de la commande publique et dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

Appel d'offres restreint : il s'agit de la phase candidature, seul un dossier de candidature est demandé à ce stade de l'appel d'offres.

Nombre total de pages : 21

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre DAM-Ile de France | DAM/DCG/SAPI/BGI | Bâtiment U
Bruyères-le-Châtel | 91297 ARPAJON CEDEX
T. +33 (0)1 69 26 56 93 | F. +33 (0)1 69 26 70 09

nathalie.bellec@cea.fr

Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

Direction des applications militaires
Direction du contrôle de gestion
Service des achats et de la politique industrielle

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. OBJET	3
ARTICLE 2. PROCEDURE	3
ARTICLE 3. REFERENTIEL APPLICABLE.....	3
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 5. GROUPEMENT	4
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 7. VARIANTES	4
ARTICLE 8. ECHANGES DEMATERIALISES	4
ARTICLE 9. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
ARTICLE 10. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 11. PRESENTATION DE L’OFFRE	8
ARTICLE 12. REMISE DE L’OFFRE DU SOUMISSIONNAIRE	10
ARTICLE 13. VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 14. DISPOSITION GENERALES	11
 ANNEXE 1. DISPOSITIONS PRATIQUES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS REMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.	 13
ANNEXE 2. FICHE INDIVIDUELLE DE DEMANDE D’ENTREE	14
ANNEXE 3. ATTESTATION DE VISITE	15
ANNEXE 4. DOCUMENT NON DR MIS EN LIGNE SUR LA PLATEFORME.....	16



ARTICLE 1. OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera l'appel d'offres relatif à la réalisation d'extensions au Hall de Maquettage du bâtiment FT du centre de Bruyères Le Châtel.

Le présent règlement de consultation est relatif à l'avis d'appel à la concurrence publié au Journal officiel de l'union européenne le 31 mai 2019 sous le n°2019/S 104-250763.

Le CEA invite les entreprises, ci-après également désignées par le ou les « soumissionnaire(s) », destinataires du Dossier de consultation des entreprises (DCE) à soumettre au CEA leur offre conformément aux dispositions du présent règlement de consultation.

ARTICLE 2. PROCEDURE

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

La procédure de passation retenue par le CEA est l'appel d'offres restreint.

ARTICLE 3. REFERENTIEL APPLICABLE

3.1 – Généralités

Les marchés du CEA/DAM sont soumis :

- ✓ aux Conditions générales d'achat du CEA (CGA, édition février 2013),
- ✓ au Cahier des clauses sociales particulières applicables aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP, édition de janvier 2013),
- ✓ à l'Instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM (référence SYM S0201 SPP INQ 09000860 A) complétées le cas échéant par les instructions propres à chaque centre du CEA concerné.

Les deux premiers documents sont téléchargeables sur le site <http://www.cea.fr>. Le dernier document figure dans le DCE.

3.2 - Protection du secret

L'exécution du marché est sensible, au sens de l'arrêté du 30/11/2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »).

De plus, le marché nécessite la divulgation d'informations ou de supports classifiés ou non, comportant la mention complémentaire « Spécial France ». En conséquence, seule une société française pourra être retenue dans le cadre de cette procédure et ce marché ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française.

ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT

Ce marché présente un seul lot.

ARTICLE 5. GROUPEMENT

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint.

En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement.

ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

Pour chaque sous-traitant identifié dans l'offre, le formulaire DC4 doit être complété et signé.

La sous-traitance totale est interdite ;

ARTICLE 7. VARIANTES

Conformément à l'avis de marché, les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 8. ECHANGES DEMATERIALISES

8.1 - Utilisation de la plate-forme dématérialisée du CEA

Le CEA transmettra toutes informations utiles au présent appel d'offre via la plate-forme dématérialisée PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), à l'adresse mail déclarée par le soumissionnaire lors de la procédure d'authentification et d'inscription.

Le CEA attire votre attention sur le fait :

- ✓ Qu'il incombe au soumissionnaire de s'assurer que l'adresse mail déclarée par ses soins lors de la procédure d'authentification et d'inscription est active et pertinente, au regard de l'organisation de l'entreprise.
- ✓ Que le téléchargement anonyme du DCE ne requérant pas d'adresse mail, il ne donne pas accès aux informations mises sur la plate-forme dématérialisée, en particulier les réponses apportées par le CEA aux questions des soumissionnaires ou les modifications du DCE.

Pour toute question, il vous est possible de vous référer à la rubrique AIDE de la plateforme PLACE ou de contacter le support au 01.76.64.74.07.

8.2 - Modalités d'échanges sur la plate-forme dématérialisée

L'utilisation de la plate-forme de dématérialisation est interdite pour les échanges d'information de niveau Confidentiel Défense ou Secret Défense.

L'utilisation de la plate-forme de dématérialisation est soumise aux conditions de « l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règle de sécurité informatique » signé par le soumissionnaire durant la phase de candidature pour les échanges de niveau Diffusion Restreinte. Dans ce cadre, les échanges seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plate-forme. Ces documents DR sont mis en ligne au stade de l'avis de marché mais ils ne seront accessibles qu'aux seuls candidats admis à soumissionner.

Les soumissionnaires sont informés que les échanges électroniques font l'objet d'accusés de réception horodatés par le destinataire.

Conformément à l'article R2332-14 du code de la commande publique, les soumissionnaires peuvent transmettre une copie de sauvegarde, suivant des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

8.3 - Remise de l'offre sous format électronique

En cas de remise de l'offre sous format électronique, cette dernière devra être déposée sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse ci-dessus.

L'enveloppe électronique d'offre doit être un fichier unique au **format .zip** contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement de consultation. Ces éléments sont impérativement des fichiers dans l'un des formats .pdf ou compatibles avec Microsoft Office 2003.

Chaque fichier sera nommé selon le contenu du fichier (ex : offre_technique.pdf). Le nom donné à chaque enveloppe électronique d'offre sera **offre.nom _ société.objet _ consultation. (LOT X).zip**.

En annexe 1, le CEA vous rappelle les dispositions pratiques de signature électronique des documents, constituant le dossier d'offre, remis par voie électronique.

ARTICLE 9. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

9.1 - Constitution du DCE

Le DCE est constitué des documents suivants :

- ✓ la lettre d'invitation à soumissionner,
- ✓ le présent règlement de consultation,
- ✓ la grille de prix, le bordereau de prix et le tableau de décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF),
- ✓ le projet de marché et ses documents afférents,
- ✓ l'annexe de sécurité initiale,
- ✓ le cahier des charges et ses documents afférents.

9.2 - Modalités de mise à disposition du DCE

En application de l'article R2332-3 du code de la commande publique, les documents constitutifs du DCE sont disponibles, sous forme de fichiers, sur la plateforme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La version PDF prévaut sur la forme numérique native, qu'il s'agisse du même document ou de la même information sous deux documents différents.

Les documents diffusion ordinaire (DO) du DCE sont disponibles dès la publication de l'avis de marché.

Parmi ces documents, certains sont disponibles sous forme de fichiers, sur la plateforme de dématérialisation PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> : cf. Annexe 4 du présent règlement de consultation.

Pour les autres qui n'ont pas été mis sur la plate-forme de dématérialisation, ils sont transmis sur support amovible (CD ROM) aux soumissionnaires qui en font la demande par écrit à l'adresse suivante :

<p>CEA/DAM-ILE DE FRANCE DCG/SAPI/BSIM À l'attention de Nathalie BELLEC BRUYERES LE CHATEL 91297 ARPAJON Cedex FRANCE</p>

Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, les documents Diffusion Restreinte (DR) du DCE seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner. Ces documents seront alors communiqués via la plateforme de dématérialisation, sous réserve de la signature par les soumissionnaires de l'Engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règles de sécurité informatique. Dans le cas contraire, les documents DR seront envoyés sous format papier.

9.3 - Acceptation du DCE

Le fait de soumissionner à la présente consultation, emporte pleine acceptation de la procédure et de l'ensemble des documents constitutifs du DCE.

ARTICLE 10. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

10.1 - Visite du site

Afin de permettre aux entreprises ou groupements de mieux appréhender la problématique de la présente consultation, une visite obligatoire sera organisée avec chaque soumissionnaire avant la remise des offres. Les soumissionnaires qui n'auront pas satisfait à cette obligation seront exclus de la présente procédure de passation.

Cette visite se déroulera aux dates indiquées dans la lettre d'invitation à soumissionner sur le site de Bruyères Le Châtel

Les soumissionnaires sont priés de prendre contact au plus tôt avec Nathalie BELLEC (mail : nathalie.bellec@cea.fr / 01 69 26 56 93) et avant le [date communiquée en phase offre dès réception du DCE](#) pour l'organisation pratique de ces visites et devront fournir au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de visite, les noms et qualités des participants. (cf. en annexe 2 : fiche individuelle de demande d'entrée).

A cet effet, le soumissionnaire trouvera en annexe n° 3 une attestation de visite. Elle devra être impérativement présentée lors de la visite. Elle sera signée par le soumissionnaire et par le CEA. L'original de cette attestation sera conservé par le CEA. Une copie sera fournie au soumissionnaire.

Par souci d'égalité, la durée de cette présentation et le nombre de participants seront limités et identiques pour les soumissionnaires, soit au maximum 2 heures et 5 représentants par soumissionnaire.

Au cours de ces visites, si des questions sont posées, il n'y sera pas répondu en séance. L'ensemble de ces questions sera formulé par écrit par chaque soumissionnaire et fera l'objet d'une réponse selon les modalités énoncées au chapitre 10.2.

10.2 - Questions posées par les soumissionnaires

Le CEA impose aux soumissionnaires de formuler leurs questions par écrit. Les échanges de questions / réponses seront effectués en utilisant les fonctionnalités de messagerie électronique disponibles sur la plate-forme de dématérialisation du CEA.

Pour rappel, les modalités d'échange sur la plate-forme dématérialisée figurent à l'article 8.2.

Les questions seront posées via un fichier navette (EXCEL au format .xlsx). Ce fichier sera unique, conservera la trace de toutes les questions posées et réponses apportées et prendra la forme suivante :

N° d'ordre	Document du DCE concerné par la question	Page et Paragraphe du document	Question du soumissionnaire	Réponse apportée

De manière générale, aucune information importante ne sera portée dans les textes des mails. Ceux-ci sont à considérer comme un « service courrier » permettant des envois et réception de pièces jointes.

Questions des soumissionnaires : Toutes les questions devront être adressées à l'interlocuteur CEA au plus tard à la date figurant dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Réponses du CEA aux questions des soumissionnaires : La date au plus tard de réponses aux questions est indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Le CEA s'engage à répondre aux questions des soumissionnaires et, à des fins d'égalité de traitement, à communiquer les réponses à l'ensemble des soumissionnaires sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire. Dans ce cas, le soumissionnaire concerné devra explicitement informer le CEA du caractère confidentiel de sa demande et le motiver. Si le caractère innovant est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au soumissionnaire concerné.

10.3 - Modifications de détail du DCE

Le CEA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, au plus tard à la date fixée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du DCE modifié.

10.4 - Date de réception des offres

La date et l'heure limite de réception des offres sont précisées dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié par le CEA. Passé ce délai, l'offre ne sera pas prise en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminée.

10.5 - Demandes de précision sur les offres

Le CEA se réserve la possibilité de poser des questions aux soumissionnaires dans le but de clarifier leur offre.

10.6 - Audition des soumissionnaires

Postérieurement à la remise des offres, le CEA se réserve la possibilité d'auditionner séparément chaque soumissionnaire. Ce dernier sera invité à présenter oralement son offre dans le but d'apporter des précisions et des compléments d'informations. L'audition aura lieu dans les locaux du CEA à Bruyères Le Châtel.

Par souci d'égalité, la durée de ces auditions et le nombre de participants seront limités et identiques pour les soumissionnaires, soit au maximum 3 heures et 5 représentants par offre. Les soumissionnaires veilleront à s'assurer de la présence du responsable de contrat pressenti.

10.7 - Critères de sélection des offres

Le CEA retiendra l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits ci-après en cohérence avec le paragraphe suivant :

Critères	Pondération
Prix *	50 %
Pertinence Technique	30 %
Organisation, planning	20 %

* Le prix sera basé sur les tranches 1 à 4 de la DPGF, les options et le BPU (selon un scénario non communiqué). Les options 1.1 et 1.2 seront additionnées pour l'analyse du critère prix.

10.8 - Informations des soumissionnaires suite au choix du CEA

Les soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue, seront informés par écrit.

Les documents du DCE de niveau DR (Diffusion restreinte), transmis via la plateforme dématérialisée, doivent être détruits comme indiqué dans la lettre « du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique », après la fin de la procédure. Dans ce cadre, les soumissionnaires concernés devront envoyer au CEA une attestation sur l'honneur de destruction ou d'effacement des documents.

Pour les documents du DCE de niveau CD (Confidentiel Défense) ou SD (Secret Défense), le soumissionnaire non retenu s'engage à restituer l'intégralité desdits documents au CEA, après la fin de la procédure.

ARTICLE 11. PRESENTATION DE L'OFFRE

Le soumissionnaire devra impérativement remettre une offre comportant à minima les éléments listés ci-dessous en respectant la décomposition par rubrique donnée ci-après. Dans le cas où le soumissionnaire désire présenter des éléments en Annexe d'une rubrique, ces Annexes devront impérativement être regroupées à la fin de ladite rubrique et non pas être reléguées en fin des documents de l'offre.

L'offre doit, pour être prise en considération, être en tout point conforme aux exigences contractuelles et techniques du DCE.

Présentation de l'offre

11.1.1 Dossier n° 1 : Pièces administratives :

- ✓ Les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Email).
- ✓ Le cas échéant, la convention ou le projet de convention de groupement précisant clairement la répartition des prestations confiées à chaque membre du groupement.
- ✓ Le cas échéant, les demandes d'acceptation de sous-traitance.
- ✓ Chaque soumissionnaire doit joindre à sa proposition l'annexe de sécurité initiale, jointe au DCE, complétée et signée par l'officier de sécurité et le représentant légal de l'entreprise soumissionnaire. En cas de groupement d'entreprises, cette démarche doit être effectuée par chaque co-traitant concerné.

11.1.2 Dossier n° 2 : Proposition financière :

- ✓ Une proposition financière établie détaillée établie selon la décomposition du marché, y compris les taux horaires et coefficients d'approvisionnement et de sous-traitance, l'échéancier et la formule de révision de prix complétés le cas échéant.
- ✓ Un fichier informatique comprenant les tableaux de chiffrage fournis dans le DCE (cf. fichier « grille chiffrage.xlsx ») dûment remplis sera obligatoirement fourni avec l'offre sous format XLS. Les onglets de la grille de prix ne doivent pas être modifiés, le détail des calculs peut être reporté dans des onglets supplémentaires. Une version pdf sera également jointe. La version pdf prévaut sur la forme numérique native.
- ✓ **Avance**

Conformément à la réglementation applicable, une avance peut être accordée au Titulaire dans les conditions définies par le projet de marché. Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance, le cas échéant le soumissionnaire concerné doit l'indiquer dans son offre.

11.1.3 Dossier n° 3 : Proposition technique :

La proposition technique comprendra les chapitres suivants :

Chapitre 1 : descriptif technique des prestations :

Une proposition technique précisant la description et la justification des choix techniques visant au respect du DCE, avec à minima :

- les fiches techniques des matériels et équipements à installer, constituant les lots techniques,
- les dispositions pour la mise en œuvre du Génie Civil,
- les justificatifs préliminaires de dimensionnement pour les lots techniques (notamment pour la ventilation/climatisation et les courants forts),
- les dispositions techniques pour la mise en œuvre des options
- ainsi que tout autre caractéristique technique significative permettant de démontrer la conformité de l'offre aux pièces du DCE,
- les suggestions ou plan de progrès de toute sorte pouvant apporter des simplifications et des optimisations à tout niveau, en les précisant.

Il est, entre autres, demandé ici au soumissionnaire d'avoir un regard critique sur les exigences du cahier des charges.

Nota benne : il est demandé au soumissionnaire, dans son offre, de se positionner sur la bulle d'hébergement.

Chapitre 2 : organisation retenue

- L'organisation générale du projet précisant :
 - o Les chaines de responsabilité, en fonction des tâches du projet et en précisant les relations entre les responsables et leurs rôles respectifs,
 - o les moyens humains (nombre, qualifications des personnes envisagées, leur rôle et les tâches qui leur incombent), en précisant ceux concernant les études de synthèse et d'exécution, avec la mise en relation avec le planning.
 - o les moyens matériels prévus pour réaliser la prestation (nombre et caractéristiques),
 - o la logistique chantier prévue, étayée par un plan prévisionnel d'implantation de chantier et les dispositions prévues pour le transfert et la gestion du personnel de l'entrée du Centre au Chantier, dans le cadre du chantier clos et dépendant.
- Un projet de Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) ; les dispositions en matières d'Hygiène, de Sécurité et de protection de l'Environnement.

Le CEA pourra considérer comme non-conforme une offre ne couvrant ou ne respectant pas la totalité des exigences du cahier des charges et du projet de marché, ou ne respectant pas les formes ou cadres de réponse exposés ci-avant, ou comportant des réserves.

Chapitre 3 : planning

Un planning détaillé pour chacune des tranches et mettant en évidence les jalons de l'affaire ; ce planning mettra en exergue les types d'activité : diagnostic, relevés prélèvement sondage in situ, les études, le processus achats et approvisionnement, réalisation en usine le cas échéant, les travaux sur site selon les différentes phases dont les contrôles et essais.

Le titulaire devra argumenter sa capacité à respecter le planning du projet, en faisant notamment une analyse des risques s'y rapportant, et une présentation des dispositions qu'il anticipe pour les maîtriser.

ARTICLE 12. REMISE DE L'OFFRE DU SOUMISSIONNAIRE

L'offre du soumissionnaire devra parvenir au CEA au plus tard avant la date et heure indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner sous l'un des deux formats détaillés aux § 12.1 et 12.2 ci-après.

12.1 - Remise de l'offre sur la plateforme de dématérialisation

L'offre devra être déposée sur la plate-forme de dématérialisation des marchés PLACE à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> selon les recommandations figurant ci-avant.

12.2 - Remise de l'offre par courrier ou coursier

Elle sera établie en 2 exemplaires papier et impérativement 1 exemplaire sur CD-ROM sous double enveloppe cachetée selon les modalités suivantes :

L'enveloppe extérieure indiquera l'adresse du CEA précisée ci-dessous.

L'enveloppe intérieure comportera la mention « CONSULTATION : - EXTENSION FT - NE PAS OUVRIR » en caractères majuscules, et la dénomination sociale du soumissionnaire.

- Envoi par courrier recommandé :

<p>CEA/DAM-ILE DE FRANCE DCG/SAPI/BSIM À l'attention de Nathalie BELLEC BRUYERES LE CHATEL 91297 ARPAJON Cedex FRANCE</p>

- Envoi par coursier : Aucune offre ne pourra être remise en main propre au SAPI. Les plis sont à remettre à la réception du centre dont les horaires d'ouverture sont 9h00 et 16h00.

<p>CEA/DAM-ILE DE FRANCE DCG/SAPI/BSIM À l'attention de Nathalie BELLEC Domaine du grand Rué 91680 BRUYERES LE CHATEL FRANCE</p>
--

ARTICLE 13. VALIDITE DES OFFRES

Les prix mentionnés dans l'offre du soumissionnaire sont établis hors taxes aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les offres sont valables 12 mois à compter de la date de remise des plis.

ARTICLE 14. DISPOSITION GENERALES

14.1 - Indemnités

Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les frais divers engagés pour la préparation de son offre.

14.2 - Utilisation de la langue française

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en français.

14.3 - Confidentialité

Les soumissionnaires s'engagent à traiter l'information contenue dans le DCE de manière confidentielle et à ne la divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres pour l'établissement de leur offre. Elles répondent du respect de ce caractère confidentiel par toute entreprise contactée dans le cadre de cette consultation. Toute autre diffusion d'information émanant de la présente consultation ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les soumissionnaires sont tenus de respecter le caractère secret ou confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur offre.

Le DCE est la propriété du CEA.

14.4 - Propriété, conservation de l'offre

Pour les soumissionnaires non attributaires, il sera fait application des dispositions de l'article R2384-5 du code de la commande publique.

Pour le soumissionnaire attributaire, l'offre devient une pièce contractuelle du marché à titre supplétif et est de plein droit la propriété du CEA, à l'exclusion des droits de propriété intellectuelle et industrielle dudit soumissionnaire attributaire.

14.5 - Droits de propriété intellectuelle

Les soumissionnaires indiqueront les droits de propriété intellectuelle et titres de tous ordres qu'ils entendent utiliser dans l'exécution du marché. En particulier, ils mentionneront ceux qui conditionnent la réalisation des études et prestations de cette mission. Les soumissionnaires justifieront de pouvoir bénéficier librement des droits d'exploitation relatifs à ces propriétés intellectuelles.

Toute situation particulière dans ce domaine devra être mentionnée dans la proposition, précisant les droits et obligations du soumissionnaire, leur durée, l'impact potentiel sur le marché.

14.6 - Droit d'accès à la base fournisseurs

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA a mis en place une base fournisseurs. Celle-ci est susceptible de contenir quelques informations nominatives relatives à des personnes physiques qui figurent dans les dossiers de candidature ou d'offres remis par les entreprises. Ces informations sont les suivantes : le nom, la fonction et le numéro de téléphone des personnes à contacter au sein des entreprises titulaires des marchés cités par les entreprises candidates à titre de référence.

L'entreprise qui se verra attribuée le marché devra informer les concernés dont elle aurait pu communiquer certaines données personnelles dans le cadre de la procédure d'achat, de l'existence de ce droit et de ces modalités d'exercice auprès du CEA.

Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier ou fax à :

<p style="text-align: center;">CEA Centre DAM – Ile de France Chef du Service Achats et Politique Industrielle (SAPI) Bruyères le Chatel 91297 Arpajon Cedex FRANCE Fax : +331 69 26 70 09</p>
--

Les modifications demandées seront effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée par courrier au demandeur.

ANNEXE 1. DISPOSITIONS PRATIQUES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS REMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.

1. Délai minimum pour obtenir un certificat électronique

En cas de réponse électronique, la signature électronique du dossier est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis.

Un test de configuration du poste de travail ainsi qu'une consultation de test sont mis à sa disposition sur la plateforme de dématérialisation des procédures (cf. menu « Tester ma configuration / consultation de test »).

L'ensemble des informations relatives aux certificats électroniques est disponible dans les « Liste des certificats RGS » de la plateforme. Une hotline ATEXO est également disponible au n° de téléphone suivant : 01.76.64.74.07.

2. Exigences relatives au certificat de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) et respecter le niveau de sécurité exigé. Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm
PRIS V1 (France) (uniquement jusqu'au 18 mai 2013)	http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts.

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

ANNEXE 2. FICHE INDIVIDUELLE DE DEMANDE D'ENTREE

Cette fiche de demande d'entrée sur site devra être établie pour chaque représentant de la société soumissionnaire présentes à l'occasion de ces visites ou l'audition des soumissionnaires, avec les renseignements suivants :

Procédure N° (référence JOUE / intitulé au JOUE)

Objet de la demande d'entrée : à préciser xxxxxx....

Société /adresse de la société : xxxxxxxx...

Date et heure : xxxxxx....

Nom, prénom, nationalité, fonction : xxxxxxxx....

N° téléphone professionnel : xxxxxxxx...

Date et lieu de naissance : xxxxxx...

Adresse personnelle : xxxxxx....

Dans le cas d'une demande d'entrée de matériel informatique sur le centre, merci de nous communiquer la marque, le modèle ainsi que le numéro de série du matériel concerné.

Les informations relatives à l'entrée des personnes ou du matériel informatique qui figurent dans cette annexe devront parvenir au CEA au minimum xxxxxx jours ouvrés avant la date d'entrée des personnes ou du matériel informatique.

Indiquer ci-dessous le nom et téléphone de la personne à contacter en cas de question relative à la présente fiche :

- xxxxxxxx....

ANNEXE 3. ATTESTATION DE VISITE

Procédure n° xxxx (xxxxx)

Nous vous confirmons la participation des personnes suivantes pour la visite prévue le/...../2017 deh.....àh.....

Société :

NOM – PRENOM - FONCTION	Signatures

Pour le CEA :

NOM – PRENOM - FONCTION	Signatures

ANNEXE 4. DOCUMENT NON DR MIS EN LIGNE SUR LA PLATEFORME

Les documents non DR de la colonne A sont mis en ligne sur la plateforme.

	DOCUMENTS APPLICABLES	A	B	C	DR
1	Général				
	Règlement intérieur de mai 2019	X			N
	Instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le centre CEA/DAM	X			N
	CEA/DIF/ED/OS-ASSI DO133 du 31/03/2014 Réglementation applicable au centre DIF pour les appareils électronique et les téléphones portables		X		N
	DAASC (demande de laissez-passer)	X			N
	Convention d'hébergement pour accès intranet d'entreprise		X		N
	Dossier de sécurité bulle entreprise		X		N
2	Achats				
	CGA	X			N
	Cahier des Clauses Sociales particulières	X			N
3	Protection du secret				
	n°901/SGDSN/ANSSI Instruction ministérielle concernant la protection des systèmes d'information sensibles			X	N
	CEA/DAM/DCG/SAPI/ DO 1405 du 18/12/2015 Dispositions applicables aux titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information diffusion restreinte	X			N
	SYM D SPP DIR 00 SSI 000 D D2PSI		X		O
	Annexe de sécurité	X			N
4	Sécurité du travail				
	SYM S0801 SPP PRO 09000861 Procédure de maîtrise des risques d'interférence lors d'intervention d'entreprises extérieures	X			N
	SYM S000U RCJ DIR 19000007 Organisation de la sécurité sur les chantiers de génie civil du CEA/DAM Ile-de-France	X			
	MR/DPSN/2010-SSC-00021 Note d'instruction relative à la prévention des risques électriques		X		N
	Circulaire DPSN N°13 Modalité de gestion des équipements de protection des voies respiratoires sur le centre CEA		X		N
	CEA/DIF/ED/ISE DO 317 du 28/09/2011 Procédure d'établissement du permis feu au CEA/DAM/IdF		X		N
	SYM S0801 RCG PRO 004002906 Procédure de fonctionnement de la CLS et de la CLVS du centre DIF		X		N
	circulaire DCS n° 26/DJC n° 97-02 Application au CEA de l'arrêté du 26/04/1996 relatif aux règles de sécurité applicables aux opérations de chargement ou de		X		N

	DOCUMENTS APPLICABLES	A	B	C	DR
	déchargement effectuées par une entreprise extérieure				
	CEA/DIF/ED/ISE DO 38 du 31/01/2018 Directives du centre CEA/DAM/IdF pour les consignations et les déconsignations		X		N
	CEA/DIF/ED/ISE DO 37 du 31/01/2018 Formulaire de consignment/déconsignation		X		N
5	Incendie				
	DMA, DAI : code du travail (articles R4227-34, 35 et 36) + instruction technique 248 des ERP			X	N
	Extincteurs : code du travail (articles R4227-28 et 29) et R04 de l'APSAD			X	N
	Signalisation : code du travail, article R4227-33			X	N
	Désenfumage : code du travail (articles R4216-14 et 15) R07 de l'APSAD instructions techniques 246 et 247 des ERP INRS – ED6061			X	N
6	Protection Physique				
	CFA PPH 000 RQE NTE I50 00013 Spécifications générales sur les protections physiques de Bruyeres le châtel			X	O
7	Environnement				
	Sensibilisation conducteurs de travaux et chargé d'affaire afin de privilégier l'évacuation des déchets conventionnels par les entreprises		X		N
	Caractéristiques physico-chimiques et radiologique des effluents liquides destinés aux réseaux d'eaux industrielles		X		N
	Guide du tri (des déchets)		X		N
8	SLI-SdF				
	SYM S0704 RDD INQ 00130082 -DO 72/2013 Instruction "constitution d'un DOE" - Centres DAM	X			N
	CEA/DIF/DP2I/STL 939 du 8/7/2010 Spécification générale pour la réalisation ou la mise à jour des plans électriques	X			N
	SIG MGE 1 XZD GUI 15000028A Spécification de SdF et de SLI MCO DAM		X		N
9	Transport				
	CEA/DIF/DASE/SPR/ DR275 du 6/11/2012 Règles générales de transport de marchandises dangereuses ou classifiées du centre DAM/IdF		X		O
10	Codes / Normes techniques / Réglementation / Spécifications techniques				
10.1	VRD				

	DOCUMENTS APPLICABLES	A	B	C	DR
	Fascicules du CCTG travaux			X	N
	Guide des Terrassements Routiers			X	N
	Normes en vigueur			X	N
10.2	Gros œuvre				
	DTU 13.11 – Fondations superficielles			X	N
	DTU 13.12 – Règles pour le calcul des fondations superficielles			X	N
	DTU 21 – Exécution des ouvrages en béton			X	N
	DTU 26.1 – Travaux d'enduits de mortiers			X	N
	DTU 26.2 – Chapes et dalles à base de liants hydrauliques			X	N
	NF-EN-206 : Béton : Spécifications, performances, production et (Indice de classement : P 18-325),			X	N
	NF-FD-P 15-010 – Liants hydrauliques – Guide d'utilisation des ciments			X	N
	NF-XP-P-18-305 - Béton prêt à l'emploi,			X	N
10.3	Charpente métallique				
	DTU 32.1 Charpente en acier			X	N
	DTU P 22-703 Règles de calcul des constructions en éléments à parois minces en acier			X	N
	NF P 22 250 / 22 252 / 22 255 / 22 258 Assemblages soudés de profils creux			X	N
	NF P 22-410 : Assemblages rivés			X	N
	NF P 22-430 : Assemblages par boulons non précontraints			X	N
	NF P 22-460 et suivantes : Assemblages par boulons à serrage contrôlé			X	N
	NF P 22-470 et suivantes : Assemblages soudés			X	N
	NF A 88-010 : Positions fondamentales d'exécution de soudures			X	N
	NF A 88-111 : Qualification des soudeurs et des opérateurs			X	N
	NF EN 1090-2+A1 Octobre 2011 : Exécution des structures en acier et des structures en aluminium - Partie 2 : exigences techniques pour les structures en acier			X	N
	NF EN 10025-1 Mars 2005 : Produits laminés à chaud en aciers de construction - Partie 1 : conditions techniques générales de livraison			X	N
	NF EN 10025-2 Mars 2005 : Produits laminés à chaud en aciers de construction - Partie 2 : conditions techniques de livraison pour les aciers de construction non alliés			X	N
10.4	Second œuvre - IG				
	DTU 34.1 Ouvrages de fermeture pour baies libres			X	N
	DTU 34.2 Choix des fermetures pour baies équipées de fenêtres en fonction de leur exposition au vent			X	N
	DTU 34.3 Choix des portes industrielles, commerciales et de garage en fonction de leur exposition au vent			X	N
	DTU 36.5 Mise en œuvre des fenêtres et portes extérieures			X	N

	DOCUMENTS APPLICABLES	A	B	C	DR
	DTU 39 Travaux de vitrerie - miroiterie			X	N
	DTU 40.35 Couverture en plaques nervurées issues de tôles d'acier revêtues			X	N
	DTU 40.5 Travaux d'évacuation des eaux pluviales			X	N
	DTU 43.3 Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité			X	N
	DTU 53.2 Revêtements de sol PVC collés			X	N
	DTU 54.1 Revêtements de sols coulés à base de résine de synthèse			X	N
	DTU 58.1 Plafonds suspendus			X	N
	DTU 59.1 Travaux de peinture des bâtiments			X	N
	DTU 59.3 Peinture de sols			X	N
	DTU 60.11 Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire et des installations d'évacuation des eaux pluviales			X	N
	DTU 60.32 Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié – Évacuation des eaux pluviales			X	N
	Recommandations professionnelles RAGE Panneaux sandwichs à parements en acier (bardage)			X	N
	Recommandations professionnelles RAGE Couvertures en panneaux sandwichs à parement en acier			X	N
	Recommandations professionnelles RAGE Bardages en acier protégé et en acier inoxydable - neuf et rénovation			X	N
10.5	Electricité				
	NFC 15-100 – installation électrique à basse tension			X	N
	1 300 000 01 EL - cahier des spécifications techniques générales d'électricité		X		N
	1 313 000 32 EL – spécification générale pour la réalisation ou la mise à jour de plans électriques		X		N
	CEA/DIF/DP2I/STL DO483 du 7/04/2010 CCTG électricité	X			N
	Pré câblage informatique chantier bâtiment FT		X		N
	Pré câblage informatique complémentaire bâtiment FT		X		N
10.6	Fluides				
	DTU n° 60.1, 60.11, 60.2, 60.31, 60.32, 60.33, 60.5, 65.10, 90.1 et additif (travaux de plomberie et sanitaire)			X	N
	CODETI® (Division 1)			X	N
10.7	CVC				
	DTU n° 65.3, 65.4, 65.6, 65.7, 65.8, 65.8, 65.9, 65.10, 65.11, 65.12, 65.20 et 67.1 (chauffage)			X	N
	DTU n° 68-1 et 68-2 (ventilation)				N
	Chapitre 8 du DTU 68.2 et norme NF EN 14134 (essais VMC)			X	N
	Chapitre E de la norme NF EN 12170 (essais chauffage)			X	N
	NF EN 12599 (essais climatisation)			X	N
	NF EN 12237 (essais ventilation)			X	N

	DOCUMENTS APPLICABLES	A	B	C	DR
11	Documents d'entrée				
	Spécification technique de besoin du bâtiment FT n° 235 PASSED RXN.STB 17000606	X			O
	CEG n° 235 PASSED RED NOT 19000666	X			O
	PGC-SPS n°7137575_1-35XO42K	X			N
11.1	Référentiel de l'existant				
	Aménagement du bâtiment FT - DOE lot n°1 – VRD, GC Etanchéité		X		N
	Aménagement du bâtiment FT - DOE lot n°4 – CVC		X		N
	Plan guide n° 6 688 - Extension bâtiment FT de 1971		X		N
	Schéma général des armoires électriques – Plan ST N° 26730		X		N
	Plan armoires électriques bâtiment FT ST N° 26731à 26734		X		N
	Plan TGBT UP ST N° 19214				N
	Implantation armoires du FT – plan ST N° 21840				N
	Implantation des BAES dans bâtiment FT – Plan ST N° 24143		X		N
	Implantation des CPU dans bâtiment FT– Plan ST N° 26729		X		N
	Implantation éclairage bâtiment FT – Plan ST N° 26737				
	Plan d'implantation téléphonie - Plan ST N° 27092				
	Sécurité incendie raccordement centrale - Plan ST N°26739		X		N
	Synoptique général détection incendie - Plan ST N°26740		X		N
	Plan de zones de détection incendie - Plan ST N° 26741		X		N
	Scénario de fonctionnement système de sécurité incendie -Plan ST N° 26742		X		N
	Implantation sonorisation - Plan ST N°28380		X		N
	Schéma d'implantation détection incendie - Plan ST N° 9492		X		N
	Hall de maquettage et salle de réunion Plan 237 MEPPE RXN PE – K A035 900 F		X		N
	Repérage amiante intérieur extérieur bât FT	X			N
	Repérage amiante + HAP enrobés autour du bât FT	X			N
	Repérage amiante toiture du bat FT	X			N
	DTA Bâtiment FT	X			N
11.2	Documents d'avant-projet				
	JTC573 D004 - Analyse fonctionnelle APS-APD		X		O
	JTC573 D105 - Note APD de description	X			O
	JTC573 D106 - Note protection incendie et sécurité		X		O
	JTC573 D107 - Note de phasage des travaux	X			O
	JTC573 T114 - Plan de masse	X			O
	JTC573 T115 - Plan guide d'implantation - zone chantier	X			O
	HBD129 01 - Plan guide de démolition	X			O
	JTC573 T116 - Plans guide d'implantation - réseaux fluide et ventilation	X			O
	HBD129 02 - Plan guide VRD	X			O

	DOCUMENTS APPLICABLES	A	B	C	DR
	JTC573 D108/ HBD129-801 - Note hypothèse de du génie civil	X			O
	JTC573 D109/ HBD129-802 - Note de calcul de dimensionnement		X		O
	HBD129 103 - Plan guide de coffrage - local outillage - salle de réunion	X			O
	HBD129 102 - Plan guide de coffrage - local technique	X			O
	JTC573 D110 - Note APD Electricité	X			O
	JTC573 T121 - Architecture de distribution - unifilaire	X			O
	JTC573 T122 - Plan de cheminement et implantation équipements électriques - courant fort	X			O
	JTC573 D115 - Note planning		X		O
	JTC573 D115 – Planning simplifié	X			O
	JTC573 T124 - Plan guide d'implantation extension sud	X			O
	JTC573 T125 - Plan guide d'implantation local CTA	X			O
	JTC573 T128 - Plan de zones DI (alarme, détection, déclencheur, désenfumage)	X			O
	JTC573 T129 - Plan d'implantation des CPU	X			O
	JTC573 T130 - Schéma d'implantation détection incendie	X			O
	JTC573 T131 - Plan d'implantation BAES	X			O
	JTC573 T132 - Plan d'implantation sonorisation	X			O
	JTC573 T134 - Plan d'implantation éclairage	X			O
	JTC573 T135 - Plan d'implantation téléphonie	X			O
	JTC573 T137 - Synoptique général détection incendie	X			O
	JTC573 T139 - Plan d'implantation réseau informatique	X			O
	JTC573 T140 - Plan guide d'implantation- Local outillage - Détail WC	X			O
	JTC573 D118 - Note APS Descriptive GC - VRD		X		O
	1133_1 - Plan de relevé topographique et réseaux fluides (GEOSPHERE)	X			O
	PA17 2105 - Rapport Etude G2PRO	X			N
	JTC573 D120 - Note d'hypothèse CM	X			O
	JTC573 T142 - Plan guide CM local CTA	X			O
	JTC573 D122 - Note de désenfumage	X			O
	JTC573 T144 - Plan de principe d'implantation des dispositifs de désenfumage	X			O
	JTC573 T145 - Plan de principe de reprise des dispositifs de désenfumage et de modifications du faux plafond	X			O